

Gilles-William Goldnadel, sur la libération de 8.000 détenus : « Mme Belloubet est le clone triste de Mme Taubira »



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 13 avril 2020

Source [Boulevard Voltaire] Depuis le début du confinement, le ministre de la Justice [Nicole Belloubet](#) a fait libérer 8.000 détenus (dont 130 radicalisés) pour endiguer la propagation du Covid-19 dans les prisons et faire diminuer la surpopulation carcérale.

Réaction de Me Gilles-William Goldnadel au micro de *Boulevard Voltaire*.

Le ministre de la Justice, Nicole Belloubet, s'est félicité d'avoir fait libérer 8.000 détenus depuis le début de l'épidémie. Ils ont été libérés avant la fin de leur peine en raison de l'épidémie de Covid-19, comme si elle se réjouissait d'une performance. Êtes-vous content ?

Chacun a les succès qu'il mérite. Il n'est pas impossible qu'elle soit sincère. Je me permets de vous rappeler que cette situation carcérale doit être comprise dans le cadre d'un contexte idéologique ancien. D'une certaine manière, Mme Belloubet est le clone triste de Mme Taubira, le lyrisme en moins. Elle aussi s'inscrit dans une tradition historique lourde de la sociologie judiciaire qui considère avec beaucoup de défiance le système carcéral. Ces gens-là en sont toujours à rêver de la prévention.

Les faits sont impuissants à contrarier leur idéologie. C'est cette idéologie qui a empêché pendant des lustres les pouvoirs judiciaires en place de créer des prisons. Ce n'était pas par souci d'économie mais par détestation de la prison. Ils arrivent à une solution paradoxale en Europe. La France est l'un des pays européens qui abusent le moins de la prison, et dont les juges sont extrêmement ménagés en peine de prison. Ils sont capables de mettre sept ans à un djihadiste qui a exhibé la tête de sa victime. Ils sont moins économes en ce qui concerne les délits financiers, mais dans l'ensemble, et sans parler de l'exécution des peines, elle réussit l'exploit remarquable d'être l'un des pays, sinon le pays qui est le plus en surpopulation carcérale. La France est un des pays qui a le moins construit de prison ces trente dernières années.

Les prisons comme les Baumettes, à Marseille, ou la Santé, sont dans un état de délabrement extrêmement avancé.

Non seulement elles sont dans un état de délabrement mais, en plus, elles sont surpeuplées. C'est donc dans un cadre dont ils sont les seuls responsables que, maintenant, on doit prendre des décisions d'ordre sanitaire qui contrarient nos soucis sécuritaires. Or, Mme Belloubet n'est pas seule. Elle a une administration qui, dans les choix qu'elle a faits, est inspirée assez lourdement par le Syndicat de la magistrature, l'ennemi total de la prison. Vous avez donc un lobby anti-sécuritaire extrêmement puissant qui n'est pas seulement composé de magistrats, mais de certains avocats – je pense, notamment, au Syndicat des avocats de France –, d'associations comme la Ligue des droits de l'homme, des observatoires des prisons, et je pense également à certains membres de votre corporation. Cela fait très peu de gens par rapport à la malheureuse population française qui, dans son ensemble, y compris dans une bonne partie de la gauche non extrémiste, sait que la prison est le pire des remèdes à l'exception de tous les autres. Ce n'est pas extraordinaire de mettre quelqu'un en prison, mais c'est encore pire sur le plan de la prophylaxie de ne pas le mettre.

Les décisions ont été prises sans aucun état d'âme. Nous en arrivons à une solution extravagante. Lorsque Mme Belloubet a commencé sa politique d'élargissement, elle a dit qu'on n'allait pas prendre les condamnés les plus lourdement chargés. Pour qu'un délinquant, en France, prenne un an ou deux ans ferme,

ce n'est pas un rigolo. Pour avoir récolté un an ou deux ferme, c'est forcément un récidiviste. Dans son politiquement correct, elle a dit « On ne va pas libérer les conjoints violents ». Si vous libérez un conjoint violent et qu'il rejoint sa famille confinée, cela ne va peut-être pas faire quelque chose d'harmonieux. Cela peut se concevoir. Sans vouloir blesser Mme Schiappa, on peut imaginer que les détenus radicalisés que Mme Belloubet vient de libérer sont encore plus dangereux qu'un mari violent. Elle dit qu'ils ne sont pas terroristes ayant du sang sur les mains. Je peux vous dire qu'un détenu radical islamiste condamné à une prison ferme et mêlé dans une affaire de terrorisme, même s'il n'a pas du sang sur les mains, il a d'ores et déjà une bonne place pour figurer sur la photo de celui qui va poignarder trois ou quatre personnes au hasard. C'est tout à fait plausible. Quand on sait que les derniers qui sont passés aux actes étaient inconnus de la police, je ne sais pas qui était le plus déséquilibré de tous. Ceux qui font cette politique pénale ou ceux qu'on est en train de lâcher encore une fois dans la rue ?

13/04/2020 06:00